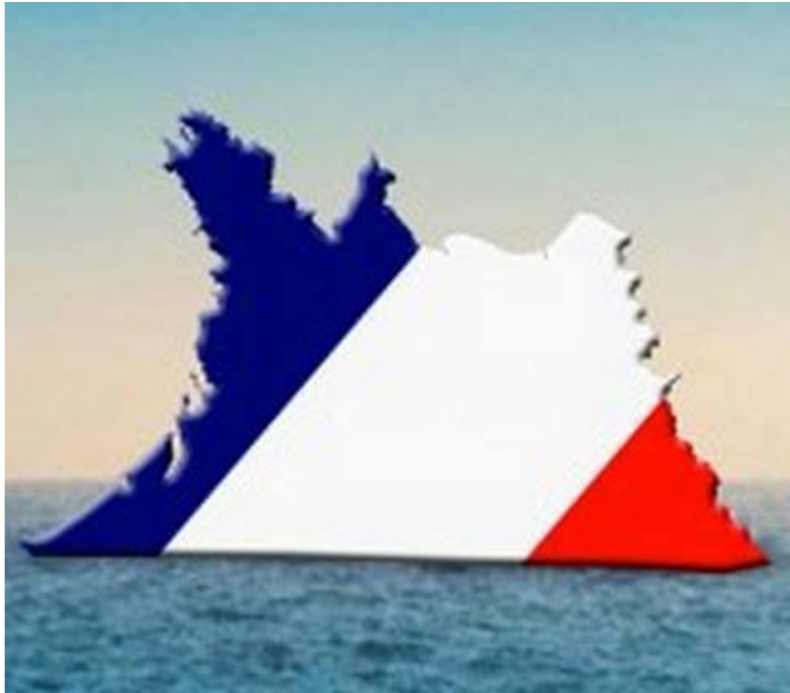


# Les cinq abdications de la France qui ont préparé la catastrophe



Finalement, le Coronavirus est la goutte d'eau qui risque de faire déborder le vase.

Le vase du néo-libéralisme économique totalement dérégulé, du mondialisme, du mélangisme effréné des populations et de la gestion déléguée aux zélites.

Car on vient de s'apercevoir qu'il n'y a pas d'élites.

Il n'y a que de petits soldats gavés d'auto-congratulations et d'appointements totalement immérités et immoraux contre l'abandon de toutes les souverainetés nationales aux marchés et aux multinationales, notamment les non européennes, qui ont pu s'organiser pour leur plus grand profit au détriment des nécessités des peuples.

Tout naturellement, les anciennes frontières nationales sont redevenues les remparts des peuples.

Les idiots utiles du mondialisme ont régulièrement pris pour

exemple, pour justifier la fin des frontières, le mur de Berlin. En oubliant de rappeler qu'historiquement, la frontière est une sécurité et une protection contre l'ennemi, et non la prison des fascismes communistes qui en ont dévoyé le sens originel.

La prise d'assaut du mur de Berlin a été abondamment et mondialement mise en images par l'ensemble médiatique grassement payé par les agents économiques de l'idéologie néo-libérale, dans l'intention de privilégier le marché sur la sécurité des peuples.

La planète était vouée à devenir un immense hall de commerce dérégulé de 7 milliards de consommateurs, et rien d'autre.

Tout comme la construction de l'Europe, espace qui n'a été conçu que comme un marché commercial avec ses zones d'évasions fiscale et sociale.

Les peuples y ont bien trouvé leur compte au début.

Mais très vite les concurrences fiscales et sociales organisées par la Commission européenne, avec la complicité de la majorité néo-libérale des eurodéputés et l'élargissement effréné de l'Union, ont réduit les avantages initiaux :

Organisation d'une demande d'emploi supérieure à l'offre avec des importations de masse d'allogènes à l'Union et l'élargissement de celle-ci à des pays à bas coûts sociaux, avec comme résultat la baisse généralisée des rémunérations ou la création de mini-jobs ou temps partiels non voulus.

Désindustrialisation provoquée au profit de pays tiers à l'Union à bas coût de main-d'œuvre, qui a conduit un pays comme la France vers la ruine totale de vastes territoires.

Transfert organisé des richesses vers les paradis fiscaux européens pour échapper aux prélèvements sociaux et fiscaux des pays membres, conduisant ces derniers soit à abdiquer leur administration régaliennne, soit à s'endetter inconsidérément, la France ayant opté pour un panachage des deux.

Il est symptomatique que Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne de 2004 à 2014, se soit recasé chez

Goldman Sachs, banque qui s'était occupée du maquillage des comptes de la Grèce lors de son entrée dans l'euro, et que Jean-Claude Juncker, président de la Commission de 2014 à 2019, ait été pendant de nombreuses années le ministre des Finances du Luxembourg, paradis fiscal qui négociait les « tax ruling » avec les multinationales, permettant d'échapper à l'impôt dans les autres pays européens (*Luxembourg leaks*, voir le Monde et l'Obs 6 novembre 2014 et autres recherches à faire sur le net).

Tout ceci constitue des indices sérieux, précis et concordants, selon l'expression judiciaire, d'une véritable organisation européenne par les auto-proclamées zélites pour s'approprier toutes les richesses produites par les petites mains roturières payées au lance-pierre, et à qui on est en passe de supprimer maintenant tout droit à la retraite.

La perception de la réalité que je viens de décrire oblige à requalifier ceux qui s'appellent les zélites dirigeantes comme un gang de mafieux soumis à l'Organisation, cette dernière n'étant que le marché.

Ici, il faut distinguer les entreprises soumises à la concurrence internationale, qui subissent plus qu'elles n'organisent le marché de ceux qui organisent ce marché.

Le marché, ce sont le cadre et les règles du jeu dans lequel l'entreprise doit développer sa stratégie.

Or les règles du jeu ont été délibérément biaisées pour permettre la mise à mort des populations, notamment européennes.

Et, comble de l'ironie, avec l'aval de ces populations européennes, puisque ce sont elles qui continuent à voter pour ceux-là mêmes qui les ont menées à la ruine, exceptés les Commissaires européens qui, eux, sont nommés par les États membres et non élus.

Bien évidemment, à force de se faire déshabiller par l'impôt et les prélèvements d'un côté, et la réduction de leurs acquis sociaux de l'autre, certains citoyens ont commencé d'enfiler

un gilet jaune sur leur carcasse frissonnante, arrivés au stade d'avoir le frigo vide chaque 15 du mois.

Mais avec l'épidémie, nous venons de passer un cap dans la prise de conscience.

Le citoyen vient de s'apercevoir que sa vie même n'est plus assurée dans cette Europe mafieuse.

Que les médicaments et les effets protecteurs de santé ne sont plus fabriqués sur ce continent, et que le politicien a délégué toute l'organisation de l'urgence et de précaution aux multinationales.

Et qu'ainsi, c'est toute l'Europe qui est à la merci de puissances susceptibles devenir ennemies un jour ou l'autre puisque ces multinationales ont localisé leurs centres de production dans des pays extérieurs à l'Union.

Pour la France, la trahison est encore plus marquée.

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum, c'est l'article 3 de la Constitution.

Les représentants des Français ont multiplement abdiqué cette souveraineté nationale, avec l'aval d'une majorité de la population puisqu'ils ont été régulièrement élus.

Première abdication, une partie de la souveraineté nationale a été transférée à l'Union européenne, ce sont ses domaines de compétence exclusifs comme la négociation de traités commerciaux internationaux, et pour partie, les domaines partagés.

Deuxième abdication, depuis 1973 et plus encore depuis 1993, la France doit s'endetter sur les marchés financiers internationaux au lieu de recourir à la Banque de France et, à partir de sa création, à la Banque centrale européenne.

Troisième abdication, la souveraineté économique et stratégique du pays a été abandonnée aux acteurs de marché qui se sont organisés mondialement en fonction du profit qu'ils pouvaient en tirer en délocalisant les centres de production,

et non dans l'intérêt, la protection et la sécurité des peuples.

Quatrième abdication, le politicien français a totalement abandonné la souveraineté fiscale et sociale aux paradis fiscaux européens. En signant un Traité européen qui n'exige pas une harmonie fiscale et sociale totale entre pays membres, il a promu le dumping financier qui a conduit à une concurrence on ne peut plus déloyale pour les entreprises françaises, qui à leur tour, pour survivre, doivent recourir aux mêmes méthodes. Le résultat, c'est moins de rentrées fiscales et sociales et à terme, la disparition de toutes les protections sociales, du système des retraites, du système de soins et du système de sécurité sociale qui rembourse de moins en moins.

Cinquième abdication, le politicien français a cédé aux sirènes du patronat en laissant importer des masses allogènes dans le but de faire baisser les salaires et, j'en conviens, pour résister à la concurrence déloyale que le même politicien organisait avec la signature du Traité européen et la Commission européenne qui continue de laisser prospérer les paradis fiscaux et sociaux de l'Union.

Ces masses allogènes sont en passe de totalement déstabiliser l'harmonie sociale du peuple de souche qui résultait de siècles de bien-vivre ensemble, déséquilibre qui ne trouvera sa résolution que par des heurts de sang.

Les Français se sont réveillés nus.

C'est la gueule de bois pour certains de s'apercevoir que Cassandre avait raison.

On ne sait pas si cette prise de conscience et ce réveil vont conduire à une révolution radicale.

Radicale car ils ont eu la peur de leur et pour leur vie.

Radicale pour guillotiner.

Or la peur peut mener à la colère, et la colère à la haine, et conduire à exiger des tribunaux populaires et l'établissement de la peine de mort pour les politiciens et les accapareurs

qui ont conduit au naufrage. Comme en 1789.

On peut espérer que ceux qui ont voté pour la doxa politique dont je viens de lister les abandons de souveraineté depuis 40 ans ont compris combien ils ont fait le choix malheureux, et à quelle hauteur ils se sont fait escroquer.

Rappelez-vous l'un des slogans du Président Macron pendant sa campagne présidentielle de 2017 : c'était lui et les « en marche », ou le chaos.

Les Français n'ont jamais été aussi gâtés : ils ont eu Macron, les « en marche», ET le chaos.

Et il se plaignent encore ?

Combien de mandarins, de médecins, d'infirmières , de soignants et de retraités ont voté Macron et « en marche » ?

Juste pour faire barrage aux partis nationalistes ?

Décidément, je ne les comprendrai jamais, ces Gaulois non réfractaires.

Ils ont eu ce qu'ils voulaient et ils trouvent encore le moyen de râler...

**Jean d'Acre**